

*Le Secrétaire Général
du Gouvernement*

0360/SGG/CM

ATTESTATION**LE SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT**

atteste que le **Conseil des Ministres**, en sa séance du 13 avril 2022, a adopté les conclusions de la communication du **Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat**, inscrite au Rôle du Secrétariat Général du Gouvernement sous le numéro 0360 du 1^{er} avril 2022, relative à **la situation d'exécution budgétaire des Etablissements Publics Nationaux et des structures assimilées à fin décembre 2021**.

Le portefeuille des EPN, à fin décembre 2021 comprend soixante et un (61) Etablissements Publics Administratifs (EPA), vingt et un (21) Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et dix-sept (17) Structures Assimilées, incluant deux (02) EPN en liquidation.

Le budget alloué à ces établissements pour l'exercice 2021 s'équilibre, en ressources et en emplois, à 624,8 milliards de Francs CFA contre 552,9 milliards de Francs CFA au budget initial, soit 10,4% du budget 2021 de l'Etat. Il a connu une hausse de 71,9 milliards de Francs CFA par rapport au budget initial, en raison des modifications budgétaires intervenues en cours d'exercice, en faveur de soixante-dix-sept (77) EPN dont le Centre Hospitalier Universitaire de Cocody (CHU COCODY), l'Université Félix HOUPOUET BOIGNY (UFHB) et le Centre Hospitalier Universitaire de Yopougon (CHU YOPOUGON).

A fin décembre 2021, les ressources globales mobilisées par les EPN s'élèvent à 586,6 milliards de Francs CFA pour une prévision annuelle de 624,8 milliards de Francs CFA, soit un taux de réalisation de 93,9%. Ces ressources comprennent des ressources propres à hauteur de 12,4%, des excédents des années antérieures réintégrés au budget de l'année 2021 de 7,7%, des ressources fiscales affectées de 16,2% et des subventions de l'Etat à hauteur de 3,7%.

Les dépenses exécutées se chiffrent à 524,9 milliards de Francs CFA pour une prévision annuelle de 624,8 milliards, soit un taux d'exécution de 84%. Elles se décomposent en dépenses d'exploitation pour 82,7% et en dépenses d'investissement pour 17,3%.

Globalement, la gestion budgétaire à fin décembre 2021 des EPN a été marquée par un excédent de 61,6 milliards de Francs CFA. Une étude est en cours en vue de renforcer les capacités d'absorption des crédits d'investissements de certains EPN, d'optimiser les ressources propres et de rationaliser les charges normatives d'autres EPN, de façon à consolider ces performances.

Fait à Abidjan, le 13 avril 2022



Eliane ATTE BIMANAGBO

Destinations : Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat

Copies : Premier Ministre
Secrétariat Général de la Présidence de la République

N° 2200154



N° du rôle.....000360.....

Reçu le 01 AVR. 2022 à 18 H

EXECUTION BUDGETAIRE DES EPN A FIN DECEMBRE 2021

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES
MINISTRES RELATIVE A LA
SITUATION D'EXECUTION
BUDGETAIRE DES ETABLISSEMENTS
PUBLICS NATIONAUX ET
STRUCTURES ASSIMILEES A FIN
DECEMBRE 2021**

La présente communication vise à informer le Conseil des Ministres de l'évolution de la situation budgétaire et financière des établissements publics nationaux. Elle retrace à cet égard, les principaux constats et enseignements tirés de l'exécution du budget des Etablissements Publics Nationaux (EPN) à fin décembre 2021.

Le budget alloué aux EPN pour l'exercice 2021 s'équilibre, en ressources et en emplois, au 31 décembre 2021, à **624,8 milliards** contre **552,9 milliards** au budget initial. Il a connu une hausse de 71,9 milliards par rapport au budget initial, en raison des modifications budgétaires intervenues en cours d'exercice, principalement en faveur de soixante-dix-sept (77) EPN dont les plus significatives ont été enregistrées à l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) à hauteur de 13,3 milliards, à l'Office National des Sports (ONS) pour 13,2 milliards, à la Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPiE) pour 3,5 milliards, à l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) pour 3,1 milliards, au Centre Hospitalier Universitaire de Cocody (CHU COCODY) pour 2,9 milliards, à l'Université Félix HOUPHOUËT BOIGNY (UFHB) pour 2,6 milliards et au Centre Hospitalier Universitaire de Yopougon (CHU YOPOUGON) pour 2,1 milliards. Le budget des EPN constitue 10,4% du budget 2021 de l'Etat (hors dette publique et comptes spéciaux du Trésor).

Ces données concernent les quatre-vingt-dix-neuf (99) EPN et structures assimilées qui constituent en 2021, le portefeuille des EPN dont soixante (61) Etablissements Publics Administratifs (EPA), vingt et un (21) Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et dix-sept (17) Structures Assimilées, incluant deux (02) EPN en liquidation.

Conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les opérations budgétaires de ces établissements se sont effectuées sous le contrôle a priori des Contrôleurs Budgétaires placés auprès de chacun d'eux. La présente communication expose la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses, souligne les résultats en fin d'exercice et fait état de la situation du fonctionnement des Conseils de Gestion et des Comités de Trésorerie, organes de gouvernance des EPN.

I. MOBILISATION DES RESSOURCES ET EXECUTION DES DEPENSES

L'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses des EPN et structures assimilées à fin décembre 2021 se présente comme suit.

1- Des ressources mobilisées à hauteur de 586,6 milliards

A fin décembre 2021, les ressources globales mobilisées par les EPN s'élèvent à **586,6 milliards** pour une prévision annuelle de 624,8 milliards, soit un taux de réalisation de 93,9%.

Ces ressources mobilisées comprennent des ressources propres (12,4%), des excédents des années antérieures réintégrés au budget de l'année 2021 (7,7%), des ressources fiscales affectées (16,2%) et des subventions de l'Etat (63,7%).

En ce qui concerne les ressources propres de l'ensemble des EPN, elles ont été mobilisées à hauteur de **72,7 milliards** sur une prévision annuelle de 72,2 milliards, soit un taux de réalisation de 100,7%. Elles sont essentiellement constituées des recettes de prestations de services pour 49,6%, des produits et profits divers pour 23,8% et des productions vendues pour 2,6%. Les prestations de service ont engendré un niveau satisfaisant de recettes, notamment au niveau de la Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPiE) (7,1 milliards), de l'Université Félix Houphouët Boigny (UFHB) (3,7 milliards), de l'Institut National de Formation des Agents de Santé (INFAS) (2,7 milliards), du Centre Hospitalier Universitaire d'Angré (CHU ANGRE) (2,4 milliards), de l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP) (1,8 milliard), de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) (1,6 milliard), de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké (UAO) (1,4 milliard) et de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) (1,1 milliard). Au titre des produits et profits divers, l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) a perçu des redevances pour un montant de 7,3 milliards, l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) a encaissé des frais de visas des contrats de travail des non nationaux, pour un montant de 6,4 milliards et la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) a recouvré des redevances liées à la régulation du secteur de l'audiovisuel pour un montant de 0,9 milliard. Par ailleurs, l'Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire (INCI) a collecté un montant de 1,7 milliard au titre de ses productions vendues.

Concernant les excédents des gestions antérieures, les demandes des EPN réintégrées au budget 2021 à fin décembre s'élèvent à 45,1 milliards sur 47,3 milliards projetées.



S'agissant des ressources fiscales affectées, elles ont été transférées à hauteur de 95,2 milliards sur une prévision annuelle de 107,2 milliards, soit un taux de réalisation de 88,8%. Les recettes fiscales affectées ont principalement concerné l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) (62,3 milliards), le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) (27,2 milliards), Côte d'Ivoire Tourisme (CIT) (2 milliards), le Fonds de Développement du Transport Routier (FDTR) (1,1 milliard) et le Fonds National de Lutte contre le Sida (FNLS) (1,1 milliard).

Quant aux subventions de l'Etat, elles ont été octroyées aux EPN à hauteur de **373,5 milliards** sur une prévision annuelle de 398,1 milliards, soit un taux de réalisation de 93,8%. Elles se subdivisent en subventions d'exploitation pour 276,7 milliards, avec un taux de réalisation de 99,6%, et en subventions d'investissement pour 96,9 milliards, avec un taux de réalisation de 80,5%.

Selon la loi n° 2020-627 du 14 août 2020 fixant les règles générales relatives aux Etablissements Publics Nationaux et portant création de catégories d'établissements publics, les ressources des ~~Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC)~~ doivent principalement résulter des redevances perçues sur les usagers et couvrir au moins 60% de leurs budgets.

A fin décembre 2021, la proportion des ressources propres recouvrées par rapport aux ressources globales mobilisées par les EPN est de 16,7% pour les EPIC (contre une norme de 60% et une réalisation de 12,9% en 2020), 6,5% pour les Etablissements Publics à caractère Administratifs (EPA) et 32,5% pour les structures assimilées. Les ratios les plus élevés sont enregistrés au niveau de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) (81,8%), du Palais de la Culture d'Abidjan (PCA) (64,4%), de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) (61,4%) et du Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL) (51%).

Les ratios les plus bas sont notés au niveau de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) (0,4%), de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONACCI) (0,3%), du Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP) (0,1%) et de l'Office du Service Civique National (OSCN) (0,1%). Par conséquent, des efforts sont nécessaires en vue d'optimiser la réalisation des ressources propres par les EPN en général et pour les EPIC en particulier.

2- Un niveau de charges globales de 524,9 milliards

A fin décembre 2021, les dépenses exécutées par les EPN se chiffrent globalement à **524,9 milliards** pour une prévision annuelle de 624,8 milliards, soit un taux d'exécution de 84%. Elles se décomposent en dépenses d'exploitation (82,7%) et en dépenses d'investissement (17,3%).

Les dépenses d'exploitation ont été exécutées à hauteur de **434,1 milliards** pour une prévision annuelle de 473,8 milliards, soit un taux d'exécution de 91,6%. Elles sont constituées des dépenses d'abonnement (7,2 milliards), des dépenses de personnel (160,1 milliards) et des autres dépenses d'exploitation (266,7 milliards).

Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de **90,9 milliards** pour une prévision annuelle de 120 milliards, soit un taux d'exécution de 75,7% ; ce qui dénote globalement d'un bon niveau d'absorption des crédits d'investissement. Ce résultat est quasi-identique à celui de 2020 qui était de 75,1%. Toutefois, cinq (05) EPN enregistrent des crédits inemployés de 22,9 milliards sur un total de crédits inemployés de 29,1 milliards. Ce sont : l'Office National des Sports (ONS) (13,6 milliards) ; le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) (4,1 milliards) ; la Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPIC) (2,9 milliards) ; le Centre Hospitalier Universitaire de Cocody (CHU COCODY) (1,3 milliard) et ; le Centre Hospitalier Universitaire d'Angré (CHU ANGRE) (1 milliard). Cette situation s'explique par une absorption insuffisante des crédits d'investissements due, d'une part, à un retard dans l'exécution physique des travaux de réhabilitation et de construction d'infrastructures et, d'autre part, aux opérations de passation des marchés publics qui n'ont pu être conduites à leur terme pour ouvrir la voie à l'exécution des commandes.



II. RESULTATS DE LA GESTION A FIN DECEMBRE 2021 DES EPN

1- Un solde budgétaire global excédentaire de 61,6 milliards

Pour des ressources mobilisées de 586,6 milliards, les dépenses exécutées s'élevaient à 524,9 milliards, soit un solde budgétaire excédentaire de 61,6 milliards à fin décembre 2021. Ce résultat est en hausse de 2,7 milliards par rapport à celui de fin décembre 2020 qui enregistrait un excédent de 58,9 milliards.

2- Un excédent budgétaire au niveau des rubriques « exploitation » et « investissement »

Il est à noter que le résultat d'exploitation (résultat budgétaire hors investissements) de l'ensemble des EPN se chiffre à 32,5 milliards. Les EPN et structures assimilées qui enregistrent les résultats d'exploitation les plus élevés sont : le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) (9,5 milliards) ; l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) (3,1 milliards) ; l'Office National pour le Développement de la Riziculture-Liquidation (ONDR-L) (2,1 milliards) et ; l'Université Félix Houphouët Boigny (UFHB) (1,7 milliard).

Par ailleurs, le solde au niveau des investissements de l'ensemble des EPN s'élève à 29,1 milliards. Les EPN qui réalisent les soldes excédentaires les plus importants sont les suivants : l'Office National des Sports (ONS) (13,6 milliards) ; le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) (4,1 milliards) ; la Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPIC) (2,9 milliards) ; le Centre Hospitalier Universitaire de Cocody (CHU COCODY) (1,3 milliard) et ; le Centre Hospitalier Universitaire d'Angré (CHU ANGRE) (1 milliard). Ces soldes s'expliquent par la non utilisation des crédits mobilisés relatifs à la réhabilitation de certaines infrastructures. C'est le cas notamment de l'ONS en ce qui concerne la réhabilitation des stades d'Abidjan et de Bouaké en vue de la CAN 2023.

III. FONCTIONNEMENT DES CONSEILS DE GESTION ET DES COMITES DE TRESORERIE DES EPN

Conformément à leurs textes de création respectifs, 85 EPN sont dotés de Conseils de Gestion, organes de gouvernance qui ont l'obligation de se réunir au moins une fois par trimestre. A fin décembre 2021, six (6) EPN ne sont toujours pas dotés de Conseils de Gestion. Ce sont : l'Office National des Anciens Combattants (ONAC) ; l'Office de Sécurité Routière (OSER) ; l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) ; le Centre Régional des Œuvres Universitaires de Man (CROU Man) ; l'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA) et ; l'Université de San-Pedro (USP). Sur les 79 Conseils de Gestion mis en place, neuf (9) n'ont tenu aucune réunion en 2021.

S'agissant des Comités de Trésorerie, il est fait obligation aux Ordonnateurs, aux Contrôleurs Budgétaires et aux Agents Comptables, de se réunir au moins une fois par mois. A fin décembre 2021, 13 structures n'ont tenu aucune réunion. Ces dysfonctionnements récurrents des organes de gouvernance des EPN font peser des risques de mal gouvernance.

En conclusion, la gestion budgétaire à fin décembre 2021 des EPN a été marquée par un excédent de 61,6 milliards. La faible capacité d'absorption des crédits d'investissements de certains EPN et le fonctionnement irrégulier des organes de gouvernance sont des points d'attention. Une étude est en cours afin d'élaborer des stratégies d'optimisation des ressources propres et de rationalisation des charges normatives des EPN. Concernant le fonctionnement des organes de gouvernance des EPN, chaque ministre concerné devrait veiller à la mise en place et au bon fonctionnement de ceux des EPN relevant de sa compétence. Un mécanisme de reporting et de suivi rapproché des EPN est en cours de mise en place au niveau de la Direction du Contrôle Budgétaire.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution des budgets des EPN à fin décembre 2021, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

Le Ministre du Budget
et du Portefeuille de l'Etat


Moussa SANOGO



ANNEXE 1

REPARTITION DES EPN PAR CATEGORIE A FIN DECEMBRE 2021

Categorie d'EPN	EPN Concernés	Nombre
Etablissements Publics Administratifs (EPA)	AIP, AIRMS, ANDE, BIPIA, CEPICI, CIAPOL, CIDFOR, CNAC, CNDJ, CNPTIR, CNTS, CPNTIC, CRFLD, CRO, CROU A1, CROU A2, CROU BOUAKE, CROU DALOA, CROU KORHOGO, CROU.MAN, EIBMA, ENA, ENS, ENSEA, ESATIC, FNLS, FSDP, INFAS, INFJ, INFPA, INFS, INHP, INJS, INHPB, INSAAC, INSP, IPNETP, IRF, ISTC, LANADA, LNSP, OCPV, OIPC, OIPI, OISSU, ONAC, ONP, ONPC, ONS, OSCN, OSCS, OSER, SAMU, UAO, UFHB, UJLOG, UMAN, UNA, UPGCK, USP, UVCI	61
Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC)	AGEDI, AGEFOP, ANAGED, CED-CI, CHU ANGRE, CHU BOUAKE, CHU COCODY, CHU TREICHVILLE, CHU YOPOUGON, CIT, CNRAO, FDTR, ICA, IMENA, INCI, IPCI, LANEMA, OIPR, ONACCI, PCA, SOGEPIE	21
Structures Assimilées aux EPN (ASS)	AEJ, ANRMP, ANP, CACI, CAIDP, CC, CEI, CENTIF-CI, CNCMR, CNDH, CNF, CNFEM, COMNAT, HACA, FDFP, ONI-LIQUIDATION, ONDR-LIQUIDATION	17
TOTAL		99

Source : MBPE/DGBF/DCB



ANNEXE 2
EVOLUTION DES BUDGETS DES EPN A FIN DECEMBRE 2021

en FCFA

N°	EPN	BUDGET 2021 VOTE (A)	BUDGET FIN DECEMBRE 2021 (B)	ECART (B-A)
1	AEJ	14 629 117 753	17 712 615 464	3 083 497 711
2	AGEDI	944 594 219	1 017 094 219	72 500 000
3	AGEFOP	2 003 975 359	2 003 975 359	0
4	AIP	834 307 023	852 004 410	17 697 387
5	AIRMS	791 664 451	791 664 451	0
6	ANAGED	75 321 190 169	88 675 859 977	13 354 669 808
7	ANDE	2 236 484 073	2 236 484 073	0
8	ANRMP	10 038 871 445	10 038 871 445	0
9	BIPIA	263 154 518	299 154 518	36 000 000
10	CACI	432 907 815	575 907 815	143 000 000
11	CAIDP	483 952 000	580 452 000	96 500 000
12	CCLVC	602 787 367	602 787 367	0
13	CEDCI	498 376 987	498 376 987	0
14	CEI	4 449 359 183	4 449 359 183	0
15	CENTIFCI	672 515 670	672 515 670	0
16	CEPICI	3 886 039 424	3 886 039 424	0
17	CHU ANGRE	9 934 712 049	11 663 063 999	1 728 351 950
18	CHU B	5 228 064 968	6 591 383 690	1 363 318 722
19	CHU C	7 563 970 172	10 463 970 172	2 900 000 000
20	CHU T	7 269 267 731	7 806 914 698	537 646 967
21	CHU Y	3 963 946 295	6 069 487 084	2 105 540 789
22	CIAPOL	2 052 632 895	2 052 632 895	0
23	CIDFOR	233 962 839	301 159 093	67 196 254
24	CIT	6 852 644 175	6 852 644 175	0
25	CNAC	201 682 876	277 308 076	75 625 200
26	CNCMR	757 980 492	1 115 993 712	358 013 220
27	CNDHCI	1 540 124 040	1 894 088 140	353 964 100
28	CNDJ	345 113 885	487 302 474	142 188 589
29	CNF	283 269 621	387 279 875	104 010 254
30	CNFEM	195 750 775	236 470 775	40 720 000
31	CNP	1 123 416 055	1 133 134 201	9 718 146
32	CNPTIR	6 163 043 271	7 043 865 545	880 822 274
33	CNRAO	2 926 365 863	3 893 579 088	967 213 225
34	CNTS	5 387 956 122	5 658 367 901	270 411 779
35	COMNAT	1 076 582 238	1 080 432 238	3 850 000
36	CPNTIC	187 919 713	624 655 968	436 736 255



EVOLUTION DES BUDGETS DES EPN A FIN DECEMBRE 2021 (SUITE)

en FCFA

N°	EPN	BUDGET 2021 VOTE (A)	BUDGET FIN DECEMBRE 2021 (B)	ECART (B-A)
37	CRFLD	243 219 835	243 219 835	0
38	CRO	1 353 151 608	1 653 580 026	300 428 418
39	CROU A1	2 901 890 668	4 216 152 503	1 314 261 835
40	CROU A2	1 861 484 325	1 966 467 614	104 983 289
41	CROU B	1 952 902 609	2 887 454 839	934 552 230
42	CROU D	1 116 966 580	1 623 375 006	506 408 426
43	CROU K	894 824 777	1 200 019 431	305 194 654
44	CROU MAN	663 446 000	1 241 254 444	577 808 444
45	EIBMA	402 007 759	450 556 282	48 548 523
46	ENA	3 596 136 699	4 021 136 699	425 000 000
47	ENS	5 896 329 758	6 320 894 208	424 564 450
48	ENSEA	1 064 830 321	1 835 645 967	770 815 646
49	ESATIC	2 329 141 137	2 629 141 137	300 000 000
50	FDFP	43 779 000 000	43 779 000 000	0
51	FDTR	2 618 615 129	3 240 615 129	622 000 000
52	FNLS	1 113 798 600	1 660 322 600	546 524 000
53	FSDP	2 606 597 602	2 955 556 712	348 959 110
54	HACA	2 091 535 956	2 497 441 963	405 906 007
55	ICA	5 336 836 964	6 102 636 964	765 800 000
56	IMENA	0	205 000 000	205 000 000
57	INCI	2 831 947 109	3 362 333 676	530 386 567
58	INFAS	8 456 823 212	9 136 823 212	680 000 000
59	INFJ	1 788 038 479	2 324 466 586	536 428 107
60	INFPA	1 230 743 686	1 350 743 686	120 000 000
61	INFS	2 287 206 246	2 867 067 524	579 861 278
62	INHP	6 126 054 507	6 326 054 507	200 000 000
63	INJS	3 074 007 840	4 958 093 135	1 884 085 295
64	INPHB	9 795 753 917	10 763 432 417	967 678 500
65	INSAAC	2 397 059 053	2 865 073 045	468 013 992
66	INSP	1 976 820 525	2 209 820 525	233 000 000
67	IPCI	3 110 047 451	3 314 572 152	204 524 701
68	IPNETP	1 787 602 246	1 992 000 205	204 397 959
69	IRF	1 112 166 258	1 465 188 593	353 022 335
70	ISTC	2 752 122 342	2 752 122 342	0
71	LANADA	910 891 171	1 073 115 107	162 223 936
72	LANEMA	1 408 210 707	1 408 210 707	0
73	LNSP	1 183 224 363	1 385 270 114	202 045 751



EVOLUTION DES BUDGETS DES EPN A FIN DECEMBRE 2021 (FIN)

en FCFA

N°	EPN	BUDGET 2021 VOIE (A)	BUDGET FIN DECEMBRE 2021 (B)	ECART (B-A)
74	OCPV	956 768 174	1 072 768 174	116 000 000
75	OIPC	502 799 402	502 799 402	0
76	OIPI	176 668 062	191 311 466	14 643 404
77	OIPR	3 693 816 555	3 941 816 555	248 000 000
78	OISSU	1 233 465 548	2 134 272 759	900 807 211
79	ONAC	291 120 881	291 120 881	0
80	ONACCI	351 170 937	800 363 417	449 192 480
81	ONDR L	2 939 338 006	2 939 338 006	0
82	ONI	550 000 000	1 350 000 000	800 000 000
83	ONP	527 562 123	773 334 325	245 772 202
84	ONPC	7 443 754 524	8 762 981 762	1 319 227 238
85	ONS	94 224 423 982	107 448 705 276	13 224 281 294
86	OSCN	921 204 566	980 222 037	59 017 471
87	OSCS	546 930 000	546 930 000	0
88	OSER	707 319 522	795 166 599	87 847 077
89	PCA	695 863 953	695 863 953	0
90	SAMU	1 602 820 468	1 927 509 831	324 689 363
91	SOGEPIE	29 118 027 160	32 590 262 963	3 472 235 803
92	UAO	15 892 227 776	16 967 796 481	1 075 568 705
93	UFHB	47 078 747 344	49 678 747 344	2 600 000 000
94	UJLOG	6 234 630 938	6 305 529 594	70 898 656
95	UMAN	2 459 294 302	2 866 637 879	407 343 577
96	UNA	9 077 174 905	9 399 010 475	321 835 570
97	UPGC	8 174 889 168	8 784 378 316	609 489 148
98	USP	0	100 000 000	100 000 000
99	UVCI	2 099 688 984	2 188 068 984	88 380 000
TOTAL		552 928 846 250	624 845 691 532	71 916 845 282

Source : MBPE/DGBF/DCB

ANNEXE 3

SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES DES EPN A FIN DECEMBRE 2021

en FCFA

N°	EPN	PREVISIONS REVISEES	REALISATIONS	ECART (I - k)	TAUX DE REALISATION (I - k) / I
1	AEJ	17 712 615 464	17 948 372 906	235 757 442	101%
2	AGEDI	1 017 094 219	1 412 151 381	395 057 162	139%
3	AGEFOP	2 003 975 359	1 880 661 405	-123 313 954	94%
4	AIP	852 004 410	803 614 410	-48 390 000	94%
5	AIRMS	791 664 451	789 256 731	-2 407 720	100%
6	ANAGED	88 675 859 977	77 906 002 871	10 769 857 106	88%
7	ANDE	2 236 484 073	1 932 291 269	-304 192 804	86%
8	ANRMP	10 038 871 445	11 770 829 417	1 731 957 972	117%
9	BIPIA	299 154 518	256 479 123	-42 675 395	86%
10	CACI	575 907 815	575 907 815	0	100%
11	CAIDP	580 452 000	580 452 000	0	100%
12	CCLVC	602 787 367	582 715 847	-20 071 520	97%
13	CEDCI	498 376 987	478 225 483	-20 151 504	96%
14	CEI	4 449 359 183	4 449 359 183	0	100%
15	CENTIFCI	672 515 670	672 515 670	0	100%
16	CEPICI	3 886 039 424	3 224 689 424	-661 350 000	83%
17	CHU ANGRE	11 663 063 999	11 766 686 669	103 622 670	101%
18	CHU B	6 591 383 690	6 352 244 924	-239 138 766	96%
19	CHU C	10 463 970 172	10 601 782 368	137 812 196	101%
20	CHU T	7 806 914 698	7 989 818 976	182 904 278	102%
21	CHU Y	6 069 487 084	5 683 394 809	-386 092 275	94%
22	CIAPOL	2 052 632 895	2 350 644 839	298 011 944	115%
23	CIDFOR	301 159 093	229 962 839	-71 196 254	76%
24	CIT	6 852 644 175	5 255 283 643	-1 597 360 532	77%
25	CNAC	277 308 076	275 708 076	-1 600 000	99%
26	CNCMR	1 115 993 712	1 115 993 712	0	100%
27	CNDHCI	1 894 088 140	1 894 088 140	0	100%
28	CNDJ	487 302 474	513 317 154	26 014 680	105%
29	CNF	387 279 875	370 187 381	-17 092 494	96%
30	CNFEM	236 470 775	236 470 775	0	100%
31	CNP	1 133 134 201	1 042 213 120	-90 921 081	92%
32	CNPTIR	7 043 865 545	7 026 639 295	-17 226 250	100%
33	CNRAO	3 893 579 088	4 474 817 562	581 238 474	115%
34	CNTS	5 658 367 901	5 387 561 901	-270 806 000	95%
35	COMNAT	1 080 432 238	1 080 432 238	0	100%
36	CPNTIC	624 655 968	624 655 968	0	100%
37	CRFLD	243 219 835	183 096 185	-60 123 650	75%



SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES DES EPN A FIN DECEMBRE 2021
(SUITE)

en FCFA

NO	EPN	PREVISIONS REVISEES	REALISATIONS	EGARTI (= K)	TAUX DE REALISATION (M/M/P)
38	CRO	1 653 580 026	1 659 736 437	6 156 411	100%
39	CROU A1	4 216 152 503	4 004 870 853	-211 281 650	95%
40	CROU A2	1 966 467 614	1 955 398 614	-11 069 000	99%
41	CROU B	2 887 454 839	2 990 817 473	103 362 634	104%
42	CROU D	1 623 375 006	1 606 215 006	-17 160 000	99%
43	CROU K	1 200 019 431	1 191 234 959	-8 784 472	99%
44	CROU MAN	1 241 254 444	1 238 541 444	-2 713 000	100%
45	EIBMA	450 556 282	442 976 282	-7 580 000	98%
46	ENA	4 021 136 699	4 027 594 274	6 457 575	100%
47	ENS	6 320 894 208	6 626 822 498	305 928 290	105%
48	ENSEA	1 835 645 967	1 485 076 892	-350 569 075	81%
49	ESATIC	2 629 141 137	2 717 073 782	87 932 645	103%
50	FDFP	43 779 000 000	38 445 526 000	-5 333 474 000	88%
51	FDTR	3 240 615 129	3 231 245 323	-9 369 806	100%
52	FNLS	1 660 322 600	1 490 491 535	-169 831 065	90%
53	FSDP	2 955 556 712	2 701 198 001	-254 358 711	91%
54	HACA	2 497 441 963	2 755 751 161	258 309 198	110%
55	ICA	6 102 636 964	5 873 116 734	-229 520 230	96%
56	IMENA	205 000 000	0	-205 000 000	0%
57	INCI	3 362 333 676	3 622 787 724	260 454 048	108%
58	INFAS	9 136 823 212	10 377 560 522	1 240 737 310	114%
59	INFJ	2 324 466 586	2 227 477 354	-96 989 232	96%
60	INFPA	1 350 743 686	1 352 110 386	1 366 700	100%
61	INFS	2 867 067 524	2 892 324 781	25 257 257	101%
62	INHP	6 326 054 507	6 018 172 228	-307 882 279	95%
63	INJS	4 958 093 135	4 989 426 536	31 333 401	101%
64	INPHB	10 763 432 417	10 431 497 354	-331 935 063	97%
65	INSAAC	2 865 073 045	3 066 915 045	201 842 000	107%
66	INSP	2 209 820 525	2 221 970 160	12 149 635	101%
67	IPCI	3 314 572 152	3 443 470 546	128 898 394	104%
68	IPNETP	1 992 000 205	1 975 634 659	-16 365 546	99%
69	IRF	1 465 188 593	1 463 875 584	-1 313 009	100%
70	ISTC	2 752 122 342	2 529 591 585	-222 530 757	92%
71	LANADA	1 073 115 107	1 038 876 167	-34 238 940	97%
72	LANEMA	1 408 210 707	1 346 960 006	-61 250 701	96%
73	LNSP	1 385 270 114	1 474 417 162	89 147 048	106%

SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES DES EPN A FIN DECEMBRE 2021 (FIN)

en FCFA

N°	EPN	PREVISIONS REVISEES j	REALISATIONS k	ECART l = k - j	TAUX DE REALISATION m = k / j %
74	OCPV	1 072 768 174	1 140 076 505	67 308 331	106%
75	OIPC	502 799 402	478 675 735	-24 123 667	95%
76	OIPI	191 311 466	168 007 887	-23 303 579	88%
77	OIPR	3 941 816 555	3 957 251 361	15 434 806	100%
78	OISSU	2 134 272 759	2 099 854 544	-34 418 215	98%
79	ONAC	291 120 881	285 592 651	-5 528 230	98%
80	ONACCI	800 363 417	773 625 155	-26 738 262	97%
81	ONDR L	2 939 338 006	2 291 854 215	-647 483 791	78%
82	ONI	1 350 000 000	1 350 000 000	0	100%
83	ONP	773 334 325	773 334 325	0	100%
84	ONPC	8 762 981 762	8 762 981 762	0	100%
85	ONS	107 448 705 276	84 737 639 842	-22 711 065 434	79%
86	OSCN	980 222 037	981 466 935	1 244 898	100%
87	OSCS	546 930 000	462 796 989	-84 133 011	85%
88	OSER	795 166 599	804 243 408	9 076 809	101%
89	PCA	695 863 953	630 231 454	-65 632 499	91%
90	SAMU	1 927 509 831	1 892 600 136	-34 909 695	98%
91	SOGEPIE	32 590 262 963	33 163 339 765	573 076 802	102%
92	UAO	16 967 796 481	17 729 591 460	761 794 979	104%
93	UFHB	49 678 747 344	49 843 777 649	165 030 305	100%
94	UJLOG	6 305 529 594	6 166 050 187	-139 479 407	98%
95	UMAN	2 866 637 879	2 898 337 879	31 700 000	101%
96	UNA	9 399 010 475	9 426 454 993	27 444 518	100%
97	UPGC	8 784 378 316	8 832 021 098	47 642 782	101%
98	USP	100 000 000	100 000 000	0	100%
99	UVCI	2 188 068 984	2 177 930 890	-10 138 094	100%
TOTAL		624 845 691 532	586 563 017 401	-38 282 674 131	94%

Source : MBPE/DGBF/DCB

ANNEXE 4

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DES EPN A FIN DECEMBRE 2021

en FCFA

N°	EPN	DOTATION FINALE m	EXECUTIONS n	ECART o = m - n	Taux D'EXECUTION p = n / m %
1	AEJ	17 712 615 464	16 318 135 959	1 394 479 505	92%
2	AGEDI	1 017 094 219	708 191 299	308 902 920	70%
3	AGEFOP	2 003 975 359	1 839 013 293	164 962 066	92%
4	AIP	852 004 410	771 752 567	80 251 843	91%
5	AIRMS	791 664 451	773 711 436	17 953 015	98%
6	ANAGED	88 675 859 977	77 436 762 080	11 239 097 897	87%
7	ANDE	2 236 484 073	1 881 045 488	355 438 585	84%
8	ANRMP	10 038 871 445	8 387 283 569	1 651 587 876	84%
9	BIPIA	299 154 518	226 858 004	72 296 514	76%
10	CACI	575 907 815	575 526 561	381 254	100%
11	CAIDP	580 452 000	560 581 655	19 870 345	97%
12	CCLVC	602 787 367	582 715 847	20 071 520	97%
13	CEDCI	498 376 987	402 904 540	95 472 447	81%
14	CEI	4 449 359 183	4 001 648 229	447 710 954	90%
15	CENTIFCI	672 515 670	620 180 055	52 335 615	92%
16	CEPICI	3 886 039 424	3 207 781 249	678 258 175	83%
17	CHU ANGRE	11 663 063 999	10 213 608 116	1 449 455 883	88%
18	CHU B	6 591 383 690	5 790 812 003	800 571 687	88%
19	CHU C	10 463 970 172	8 573 211 791	1 890 758 381	82%
20	CHU T	7 806 914 698	7 715 885 923	91 028 775	99%
21	CHU Y	6 069 487 084	5 276 821 901	792 665 183	87%
22	CIAPOL	2 052 632 895	1 830 449 596	222 183 299	89%
23	CIDFOR	301 159 093	228 956 441	72 202 652	76%
24	CIT	6 852 644 175	4 993 404 603	1 859 239 572	73%
25	CNAC	277 308 076	270 203 792	7 104 284	97%
26	CNCMR	1 115 993 712	961 977 833	154 015 879	86%
27	CNDHCI	1 894 088 140	1 868 738 672	25 349 468	99%
28	CNDJ	487 302 474	478 231 615	9 070 859	98%
29	CNF	387 279 875	370 187 381	17 092 494	96%
30	CNFEM	236 470 775	206 646 344	29 824 431	87%
31	CNP	1 133 134 201	894 777 443	238 356 758	79%
32	CNPTIR	7 043 865 545	6 440 352 152	603 513 393	91%
33	CNRAO	3 893 579 088	2 737 438 297	1 156 140 791	70%
34	CNTS	5 658 367 901	5 460 918 591	197 449 310	97%
35	COMNAT	1 080 432 238	1 062 461 398	17 970 840	98%
36	CPNTIC	624 655 968	608 195 671	16 460 297	97%
37	CRFLD	243 219 835	179 378 061	63 841 774	74%



SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DES EPN A FIN DECEMBRE 2021 (SUITE)

en FCFA

N°	EPN	DOTATION FINALE m	EXECUTIONS n	ECART o = m-n	TAUX D'EXECUTION p = n/m %
38	CRO	1 653 580 026	1 584 014 266	69 565 760	96%
39	CROU A1	4 216 152 503	3 945 744 151	270 408 352	94%
40	CROU A2	1 966 467 614	1 779 434 862	187 032 752	90%
41	CROU B	2 887 454 839	2 821 376 426	66 078 413	98%
42	CROU D	1 623 375 006	1 511 089 410	112 285 596	93%
43	CROU K	1 200 019 431	1 142 975 902	57 043 529	95%
44	CROU MAN	1 241 254 444	1 168 133 587	73 120 857	94%
45	EIBMA	450 556 282	431 629 597	18 926 685	96%
46	ENA	4 021 136 699	3 994 333 842	26 802 857	99%
47	ENS	6 320 894 208	6 130 244 285	190 649 923	97%
48	ENSEA	1 835 645 967	1 474 061 104	361 584 863	80%
49	ESATIC	2 629 141 137	2 416 040 563	213 100 574	92%
50	FDFP	43 779 000 000	24 835 658 000	18 943 342 000	57%
51	FDTR	3 240 615 129	2 523 880 140	716 734 989	78%
52	FNLS	1 660 322 600	1 490 429 378	169 893 222	90%
53	FSDP	2 955 556 712	2 667 533 956	288 022 756	90%
54	HACA	2 497 441 963	2 429 629 754	67 812 209	97%
55	ICA	6 102 636 964	5 522 612 520	580 024 444	90%
56	IMENA	205 000 000	0	205 000 000	0%
57	INCI	3 362 333 676	3 354 767 291	7 566 385	100%
58	INFAS	9 136 823 212	9 019 106 053	117 717 159	99%
59	INFJ	2 324 466 586	2 055 290 763	269 175 823	88%
60	INFPA	1 350 743 686	1 325 139 682	25 604 004	98%
61	INFS	2 867 067 524	2 264 541 709	602 525 815	79%
62	INHP	6 326 054 507	5 653 013 867	673 040 640	89%
63	INJS	4 958 093 135	4 864 402 329	93 690 806	98%
64	INPHB	10 763 432 417	9 986 311 055	777 121 362	93%
65	INSAAC	2 865 073 045	2 786 406 406	78 666 639	97%
66	INSP	2 209 820 525	2 146 351 681	63 468 844	97%
67	IPCI	3 314 572 152	2 598 856 550	715 715 602	78%
68	IPNETP	1 992 000 205	1 945 952 518	46 047 687	98%
69	IRF	1 465 188 593	1 447 686 378	17 502 215	99%
70	ISTC	2 752 122 342	2 299 436 133	452 686 209	84%
71	LANADA	1 073 115 107	979 656 942	93 458 165	91%
72	LANEMA	1 408 210 707	1 304 483 616	103 727 091	93%
73	LNSP	1 385 270 114	1 196 243 761	189 026 353	86%



SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DES EPN A FIN DECEMBRE 2021 (FIN)

en FCFA

N°	EPN	DOTATION FINALE m	EXECUTIONS n	ECART $e = m - n$	TAUX D'EXECUTION $p = n / m \%$
74	OCPV	1 072 768 174	1 068 341 246	4 426 928	100%
75	OIPC	502 799 402	355 428 913	147 370 489	71%
76	OIPI	191 311 466	163 917 779	27 393 687	86%
77	OIPR	3 941 816 555	3 867 596 991	74 219 564	98%
78	OISSU	2 134 272 759	1 950 254 237	184 018 522	91%
79	ONAC	291 120 881	286 626 835	4 494 046	98%
80	ONACCI	800 363 417	772 680 897	27 682 520	97%
81	ONDR	2 939 338 006	141 261 591	2 798 076 415	5%
82	ONI	1 350 000 000	1 334 346 603	15 653 397	99%
83	ONP	773 334 325	765 339 960	7 994 365	99%
84	ONPC	8 762 981 762	8 108 478 391	654 503 371	93%
85	ONS	107 448 705 276	70 977 879 457	36 470 825 819	66%
86	OSCN	980 222 037	938 975 455	41 246 582	96%
87	OSCS	546 930 000	462 796 989	84 133 011	85%
88	OSER	795 166 599	780 156 716	15 009 883	98%
89	PCA	695 863 953	606 218 208	89 645 745	87%
90	SAMU	1 927 509 831	1 890 951 558	36 558 273	98%
91	SOGEPIE	32 590 262 963	29 302 451 718	3 287 811 245	90%
92	UAO	16 967 796 481	16 773 829 383	193 967 098	99%
93	UFHB	49 678 747 344	47 850 880 689	1 827 866 655	96%
94	UJLOG	6 305 529 594	6 181 728 150	123 801 444	98%
95	UMAN	2 866 637 879	2 850 748 366	15 889 513	99%
96	UNA	9 399 010 475	9 205 815 075	193 195 400	98%
97	UPGC	8 784 378 316	8 599 172 891	185 205 425	98%
98	USP	100 000 000	99 948 092	51 908	100%
99	UVCI	2 188 068 984	2 085 303 381	102 765 603	95%
TOTAL		624 845 691 532	524 974 347 503	99 871 344 029	84%

Source : MBPE/DGBF/DCB



ANNEXE 5

SOLDES BUDGETAIRES D'EXPLOITATION A FIN DECEMBRE 2021

EPN et Structures Assimilées ayant réalisé les soldes budgétaires d'exploitation les plus élevés en CFA

N°	EPN	Ressources mobilisées	Dépenses exécutées	Résultat d'exploitation
1	FDFP	34 266 526 000	24 765 487 000	9 501 039 000
2	ANRMP	10 970 829 417	7 859 173 325	3 111 656 092
3	ONDR-L	2 291 854 215	141 261 591	2 150 592 624
4	UFHB	48 904 277 649	47 223 772 768	1 680 504 881
5	AEJ	11 940 741 618	10 310 504 671	1 630 236 947
TOTAL		108 374 228 899	90 300 199 355	18 074 029 544

EPN ayant réalisé les soldes budgétaires d'exploitation les plus bas en CFA

N°	EPN	Ressources mobilisées	Dépenses exécutées	Résultat d'exploitation
1	CNTS	4 967 150 122	5 049 601 773	-82 451 651
2	UJLoG	6 041 050 187	6 056 728 157	-15 677 970
3	CHU-YOPOUGON	3 863 394 809	3 867 706 705	-4 311 896
4	CROU A1	3 814 870 853	3 816 991 940	-2 121 087
5	ONAC	277 089 251	278 123 435	-1 034 184
TOTAL		18 963 555 222	19 069 152 010	-105 596 788

EPIC : PERFORMANCE EN MATIERE DE RECOUVREMENT DE RESSOURCES PROPRES

EPN les plus performants en FCFA

N°	EPN	Ressources globales mobilisées	Ressources propres mobilisées	Ratio
1	PCA	630 231 454	405 791 501	64,4%
2	AGEDI	1 484 651 381	713 903 978	48,1%
3	INCI	3 622 787 724	1 733 569 248	47,9%
4	LANEMA	1 346 960 006	444 749 299	33,0%
5	ICA	5 873 116 734	1 430 504 286	24,4%
TOTAL		12 957 747 299	4 728 518 312	36,5%

EPN les moins performants en FCFA

N°	EPN	Ressources globales mobilisées	Ressources propres mobilisées	Ratio
1	CIT	5 255 283 643	68 751 017	1,3%
2	FDTR	3 231 245 323	24 650 000	0,8%
3	CHU-YOPOUGON	5 683 394 809	38 076 200	0,7%
4	OIPR	3 905 363 659	16 363 220	0,4%
5	ONACCI	773 625 155	2 460 000	0,3%
TOTAL		18 848 912 589	150 300 437	0,8%

CAPACITE D'ABSORPTION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT

EPN ayant les taux d'absorption les plus élevés en FCFA

N°	EPN	Crédits d'Investissements	Exécution	Taux d'absorption
1	INCI	830 009 986	829 898 701	100%
2	UAO	450 000 000	449 922 735	100%
3	ENA	246 959 734	246 916 619	100%
4	SAMU	100 788 623	100 573 925	100%
5	CRO	85 000 000	84 985 708	100%
TOTAL		1 712 758 343	1 712 297 688	100%

EPN ayant les taux d'absorption les plus bas en FCFA

N°	EPN	Crédits d'Investissements	Exécution	Taux d'absorption
1	FDFP	4 179 000 000	70 171 000	1,7%
2	ANP	163 839 725	17 806 847	11,0%
3	IPCI	780 000 000	110 000 000	14,1%
4	CHU-BOUAKE	563 593 927	100 642 792	18,0%
5	CNRAO	600 000 000	117 726 020	20,0%
TOTAL		6 286 433 652	416 346 659	12,9%

Source : MBPE/DGBF/DC

ANNEXE 6

TABLEAU RECAPITULATIF DE TENUE DES REUNIONS DES COGES A FIN DECEMBRE 2021

Nombre de réunions tenues	EPN concernés		Taux
0 réunion	9	CED CI - CPNTIC - EIBMA - INJS - IPNETP - OCPV - CHU YOP - CIDFOR - CROU-K	11%
1 réunion	7	CHU BKE - CIT - CROU DALOA - OIPI - CEPICI - INFJ - UPGCK	9%
2 réunions	10	ENSEA - INPHB - ONP - SAMU - ONACCI - UNA - AGEFOP - CHU CDY - U MAN - CNRAO	13%
3 réunions	22	CNRAO - FNLS - IPCI - FDFP - CNAC - ESATIC - AGEDI - CHU A - CRFLD - CNPTIR - SOGEPIE - CRO - IRF - LNSP - UJLGD - ANAGED - CNTS - INCI - OSCS - ICA - INFS - ANDE - LANADA	28%
+ de 4 réunions	31	AEJ - OISSU - UFHB - CROU A1 - ONS - AIRMS - CHU TREICH - ENS - BIPIA - CNDJ - CROU A2 - CROU BKE - CIAPOL - OIPC - UAO - INSAAC - INFPA - INSP - ONPC - PCA - ENA - FDTR - ISTC - OIPR - INFAS - INHP - AIP - OSCN - LANEMA - CAIDP - FSDP	39%
TOTAL	79		100%

Source : MBPE/DGBF/DCB

LISTE DES EPN NE DISPOSANT PAS DE CONSEILS DE GESTION A FIN DECEMBRE 2021

N°	Sigle	Etablissement	Catégorie d'EPN	Conseils mis en place
1	ONAC	Office National des Anciens Combattants	EPA	Non
2	OSER	Office de Sécurité Routière	EPA	Non
3	CROU MAN	Centre régional des Œuvres Universitaires Man	EPA	En cours
4	UVCI	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	EPA	En cours
5	USP	Université de San-Pedro	EPA	Non
6	IMENA	Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan	EPIC	Non

Source : MBPE/DGBF/DCB





Abidjan, le

**RESUME DE LA COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES
RELATIVE A LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX
ET STRUCTURES ASSIMILEES
A FIN DECEMBRE 2021**

Le budget alloué aux EPN pour l'exercice 2021 s'équilibre, en ressources et en emplois, au 31 décembre 2021, à **624,8 milliards**. Il a connu une hausse de **71,9 milliards** par rapport au budget initial, en raison des modifications budgétaires intervenues en cours d'exercice, principalement en faveur de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) à hauteur de 13,3 milliards, de l'Office National des Sports (ONS) pour 13,2 milliards, de la Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPIC) pour 3,5 milliards, de l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) pour 3,1 milliards, du Centre Hospitalier Universitaire de Cocody (CHU COCODY) pour 2,9 milliards, de l'Université Félix HOUPHOUET BOIGNY (UFHB) pour 2,6 milliards et du Centre Hospitalier Universitaire de Yopougon (CHU YOPOUGON) pour 2,1 milliards. Ce budget des EPN constitue 10,4% du budget 2021 de l'Etat (hors dette publique et comptes spéciaux du Trésor).

A fin décembre 2021, les ressources globales mobilisées par les EPN s'élèvent à **586,6 milliards** pour une prévision annuelle de 624,8 milliards, soit un taux de réalisation de 93,9%.

Les dépenses exécutées par les EPN, à fin décembre 2021, se chiffrent globalement à **524,9 milliards** pour une prévision annuelle de 624,8 milliards, soit un taux d'exécution de 84%.

Il en ressort un solde budgétaire excédentaire de **61,6 milliards** dont 32,5 milliards au titre de l'exploitation et 29,1 milliards pour l'investissement. Ce résultat comprend des crédits d'investissements inemployés de 22,9 milliards. Cette absorption insuffisante des crédits d'investissements par certains EPN s'explique par un retard dans l'exécution physique des travaux de réhabilitation et de construction d'infrastructures et par l'inachèvement des opérations de passation des marchés publics.

Au niveau de la gouvernance des EPN, il convient de noter qu'elle laisse apparaître des dysfonctionnements fréquents au niveau de certains établissements. En effet, six (6) EPN ne sont toujours pas dotés de conseils de gestion et neuf (09) conseils de gestion n'ont tenu aucune réunion, sur les quatre (04) réunions réglementaires. Treize (13) EPN n'ont tenu aucune réunion de comité de trésorerie sur les douze (12) réunions annuelles réglementaires. Ces dysfonctionnements observés nécessitent une plus grande attention de la part des Ministres de tutelle technique.